



La mission mondiale nauséabonde de l'OTAN

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 29 mars 2009

[Counterpunch](#) 29 mars 2009

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)



L'OTAN, le bras principal à l'étranger du complexe militaro-industriel des Etats-Unis, ne fait que s'étendre. Sa raison d'être originale, le bloc soviétique supposé menaçant est mort depuis 20 ans. Mais à l'instar du complexe militaro-industriel lui-même, l'OTAN est maintenue en vie et continue de croître par des intérêts économiques bien établis, l'inertie institutionnelle et un état d'esprit officiel proche de la paranoïa, avec des groupes de réflexion qui cherchent désespérément des « menaces ».

Ce mastodonte s'apprête à célébrer son 60ème anniversaire en avril, sur le Rhin, dans les villes jumelles de Strasbourg (en France) et de Kehl (en Allemagne). Le président français, Nicolas Sarkozy, de plus en plus impopulaire, offre un cadeau exceptionnel : le retour de la France dans le « commandement intégré » de l'OTAN. Cet événement bureaucratique, dont la signification pratique reste peu claire, fournit aux chœur des fonctionnaires et des éditorialistes OTANolâtres de quoi s'enorgueillir. Voyez ! Ces idiots de Français ont reconnu leur erreur et sont rentrés au bercail.

Sarkozy dit les choses autrement. Il affirme qu'en rejoignant le commandement de l'OTAN l'importance de la France s'accroîtra, en lui donnant de l'influence sur la stratégie et les opérations d'une Alliance qu'elle n'a jamais quittée et pour laquelle elle a continué de contribuer plus que sa part en forces armées.

Le défaut dans cet argument est que c'était le contrôle total et inébranlable des Etats-Unis sur le commandement intégré de l'OTAN qui persuada en premier lieu le Général Charles de Gaulle à le quitter, en mars 1966. De Gaulle ne le fit pas sur un coup de tête. Il avait essayé de changer le processus de prise de décision et avait découvert que c'était impossible. La menace soviétique avait diminué et de Gaulle ne voulait pas être attiré dans des guerres qu'il pensait inutiles, comme les efforts étasuniens de gagner la guerre en Indochine et que

la France avait déjà perdue et considérait ingagnable. Il voulait que la France soit capable de poursuivre ses propres intérêts au Proche-Orient et en Afrique. D'autre part, la présence militaire des Etats-Unis en France stimulait les manifestations « *Yankee go home* ». Le transfert du commandement de l'OTAN en Belgique satisfaisait tout le monde.

Le prédécesseur de Sarkozy, Jacques Chirac, étiqueté à tort par les médias étasuniens comme « anti-américain », était déjà prêt à rejoindre le commandement de l'OTAN s'il pouvait obtenir quelque chose de substantiel en retour, comme le commandement de l'OTAN en Méditerranée. Les Etats-Unis refusèrent platement.

A la place, Sarkozy accepte des miettes : l'affectation d'officiers supérieurs français à un commandement au Portugal et dans quelques bases d'entraînement aux Etats-Unis. « Rien n'a été négocié. Deux ou trois officiers français supplémentaires en position de recevoir des ordres des Américains ne changeront rien », a observé l'ancien ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, lors d'un récent colloque sur la France et l'Otan. Sarkozy a annoncé ce retour le 11 mars, six jours avant que cette question ne soit débattue par l'Assemblée Nationale. Les protestations de gauche comme de droite seront vaines.

Il semble qu'il y ait deux causes principales à cette reddition inconditionnelle.

L'une est la psychologie de Sarkozy lui-même, dont l'adoration pour les aspects les plus superficiels des Etats-Unis s'est exprimée dans son discours embarrassant devant le Congrès des Etats-Unis en novembre 2007. Sarkozy est peut-être le premier président français qui semble ne pas aimer la France. Ou, du moins, qui semble préférer les Etats-Unis (par ce qu'il regarde à la télévision). Il peut donner l'impression d'avoir voulu être le président de la France, non pas par amour pour son pays, mais par vengeance sociale contre lui. Depuis le début, il s'est montré pressé de « normaliser » la France, c'est-à-dire, de la refaçonner en accord avec le modèle américain.

L'autre cause, moins flagrante mais plus objective, est la récente expansion de l'Union Européenne. L'absorption rapide de tous les anciens satellites d'Europe de l'Est, ainsi que des anciennes républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, a radicalement changé l'équilibre du pouvoir au sein de l'UE elle-même. Les nations fondatrices, la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Benelux, ne peuvent plus guider l'Union vers une politique étrangère et de sécurité unifiée. Après le refus de la France et de l'Allemagne d'accepter l'invasion de l'Irak, Donald Rumsfeld a discrédité ces deux pays comme faisant partie de la « vieille Europe » et il s'est gargarisé de la volonté de la « nouvelle Europe » de suivre l'exemple des Etats-Unis. La Grande-Bretagne à l'Ouest et les « nouveaux » satellites européens à l'Est sont plus attachés aux Etats-Unis, politiquement et émotionnellement, qu'ils ne le sont à l'Union Européenne qui les a recueillis et leur a apportés une aide économique au développement considérable et un droit de veto sur les questions politiques majeures.

Cette expansion a enterré efficacement le projet français de longue date de construire une force de défense européenne pouvant agir hors du commandement de l'OTAN. Les dirigeants de la Pologne et des Etats Baltes veulent une défense américaine, à travers l'Otan, point. Ils n'accepteraient jamais le projet français d'une défense européenne qui ne serait pas liée à l'OTAN et aux Etats-Unis.

La France a son propre complexe militaro-industriel, un nain comparé au complexe militaro-industriel américain, mais le plus grand de l'Europe occidentale. Tout complexe de ce type a

besoin des marchés à l'exportation pour son industrie d'armement. Le marché au meilleur potentiel aurait été des forces armées européennes indépendantes. Sans cette perspective, certains pouvaient espérer qu'en rejoignant le commandement intégré les marchés de l'OTAN s'ouvriraient à la production militaire française.

Un espoir tenu, cependant. Les Etats-Unis protègent jalousement les acquisitions majeures de l'OTAN au bénéfice de leur propre industrie. La France n'aura probablement pas beaucoup d'influence au sein de l'OTAN pour la même raison qu'elle abandonne sa tentative de construire une armée européenne indépendante. Les Européens sont eux-mêmes profondément divisés. Avec une Europe divisée, les Etats-Unis règnent. De plus, avec la crise économique qui s'accroît, l'argent est de moins en moins disponible pour l'armement.

Du point de vue de l'intérêt national français, ce faible espoir de commercialiser des équipements militaires lourds est largement miné par les conséquences politiques désastreuses de l'acte d'allégeance de Sarkozy.

Il est vrai que même hors du commandement intégré de l'OTAN l'indépendance de la France n'était que relative. La France a suivi les Etats-Unis dans la première guerre du Golfe - le Président François Mitterrand espéra vainement gagner ainsi de l'influence à Washington, le mirage habituel qui attire les alliés dans les opérations étasuniennes douteuses. La France s'est jointe à l'OTAN en 1999 dans la guerre contre la Yougoslavie, malgré les doutes aux plus hauts niveaux. Mais en 2003, le Président Jacques Chirac et son ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin ont réellement usé de leur indépendance en rejetant l'invasion de l'Irak. Il est généralement reconnu que la position française a permis à l'Allemagne de faire de même. La Belgique a suivi.

Le discours de Villepin, le 14 février 2003, au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, donnant la priorité au désarmement et à la paix sur la guerre, reçut une rare *standing ovation*. Le discours de Villepin fut immensément populaire dans le monde entier et a accru énormément le prestige de la France, en particulier dans le monde arabe. Mais, de retour à Paris, la haine personnelle entre Sarkozy et Villepin atteignit des sommets passionnels et l'on peut suspecter que le retour de Sarkozy dans l'obéissance de l'OTAN est également un acte de vengeance personnelle.

Le pire effet politique est beaucoup plus vaste. L'impression est à présent créée que « l'Occident » - l'Europe et l'Amérique du Nord - se barricadent contre le reste du monde par une alliance militaire. Rétrospectivement, la dissidence française a rendu service à l'ensemble du monde occidental en donnant l'impression - ou l'illusion - que la pensée et l'action indépendantes étaient toujours possibles et que quelqu'un en Europe pouvait écouter ce que d'autres parties du monde pensaient et disaient. Désormais, ce « resserrement des rangs », salué par les fervents défenseurs de l'OTAN comme « améliorant notre sécurité », sonnera l'alarme dans le reste du monde. L'empire semble resserrer ses rangs en vue de faire la loi dans le monde. Les Etats-Unis et ses alliés ne prétendent pas ouvertement diriger le monde, seulement le réguler. L'Ouest contrôle les institutions financières mondiale, le FMI et la Banque Mondiale. Il contrôle le judiciaire, la Cour Criminelle Internationale, laquelle, en six années d'existence, a jugé seulement un obscur chef de guerre congolais et mis en accusation 12 autres personnes, toutes africaines - et pendant ce temps, les Etats-Unis causent la mort de centaines de milliers, voire de millions de personnes en Irak et en Afghanistan et soutiennent l'agression continue d'Israël contre le peuple palestinien. Pour le reste du monde, l'OTAN n'est que la branche armée de cette

entreprise de domination. Et cela à un moment où le système du capitalisme financier dominé par l'Ouest entraîne l'économie mondiale dans l'effondrement.

Cette gesticulation, consistant à « montrer l'unité occidentale » pour « notre sécurité », ne peut que rendre le reste du monde inquiet pour l'avenir. Pendant ce temps, l'OTAN manœuvre chaque jour un peu plus pour encercler la Russie avec des bases militaires et des alliances hostiles, notamment en Géorgie. En dépit des sourires pendant les dîners avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, Hillary Clinton répète le mantra étonnant selon lequel « les sphères d'influence ne sont pas acceptables » - voulant dire, bien sûr, que la sphère historique russe d'intérêt est inacceptable, tandis que les Etats-Unis l'incorporent vigoureusement dans leur propre sphère d'influence, qui s'appelle l'OTAN.

Déjà, la Chine et la Russie accroissent leur coopération en matière de défense. Les intérêts économiques et l'inertie institutionnelle de l'OTAN poussent le monde vers un alignement préalable à la guerre bien plus dangereux que la Guerre Froide.

La leçon que l'OTAN refuse d'apprendre est que sa recherche d'ennemis crée des ennemis. La guerre contre le terrorisme nourrit le terrorisme. Entourer la Russie avec des missiles soi-disant « défensifs » - lorsque tout stratège sait qu'un bouclier accompagné d'une épée est aussi une arme offensive - créera un ennemi russe.

La Recherche de Menaces

Pour se prouver à elle-même qu'elle est réellement « défensive », l'OTAN continue de rechercher des menaces. Eh bien, le monde est un endroit agité, en grande partie grâce à la sorte de mondialisation économique imposée par les Etats-Unis au cours des décennies passées ! Cela pourrait être le moment d'entreprendre des efforts diplomatiques et politiques afin de mettre au point des moyens internationalement acceptés pour traiter les problèmes tels que la crise économique mondiale, le changement climatique, l'utilisation de l'énergie, les pirates informatiques (« la guerre cybernétique »). Les groupes de réflexion de l'OTAN se jettent sur ces problèmes comme de nouvelles « menaces » qui doivent être traitées par l'OTAN. Cela conduit à une militarisation des décisions, là où elles devraient être démilitarisées.

Par exemple, que peut bien vouloir dire répondre à la menace supposée du changement climatique avec des moyens militaires ? La réponse semble évidente : la force militaire peut être utilisée d'une manière ou d'une autre contre les populations obligées de fuir de chez elles à cause des sécheresses ou des inondations. Peut-être, comme au Darfour, la sécheresse conduira-t-elle à des conflits entre groupes ethniques ou sociaux. Ensuite, l'OTAN peut décider quel est le « bon » camp et bombarder l'autre camp. Quelque chose de ce genre.

Le monde semble en effet se diriger vers une période de troubles. L'Otan semble se préparer à affronter ces troubles en utilisant la force armée contre des populations indisciplinées.

Cela sera évident lors de la célébration du soixantième anniversaire de l'OTAN, qui se déroulera les 3 et 4 avril prochains à Strasbourg et à Kehl.

Ces villes seront transformées en camps armés. Les habitants de la ville tranquille de Strasbourg sont obligés demander des badges pour pouvoir quitter leurs propres habitations

ou y entrer durant ce joyeux évènement. Aux moments cruciaux, ils ne seront pas autorisés du tout à quitter leur domicile, sauf en cas d'urgence. Le transport urbain sera stoppé. Ces villes seront aussi mortes que si elles avaient été bombardées, afin de permettre aux dignitaires de l'OTAN de simuler une démonstration de paix.

Le point culminant sera une séance de photos de dix minutes, lorsque les dirigeants français et allemand se serreront la main sur le pont au-dessus du Rhin reliant Strasbourg à Kehl. Comme si Angela Merkel et Nicolas Sarkozy faisaient la paix entre la France et l'Allemagne pour la première fois ! Les gens du cru seront enfermés afin de ne pas déranger cette mascarade.

L'OTAN se comportera comme si la plus grande menace à laquelle elle est confrontée est le peuple d'Europe. Et la plus grande menace pour le peuple européen pourrait bien être l'OTAN.

Article original en anglais, NATO's Global Mission Creep, Counterpunch, 13 mars 2009. Pour lire l'article en anglais, [cliquez ici](#).

Traduction [Questions Critiques](#).

La source originale de cet article est [Counterpunch](#)
Copyright © [Diana Johnstone](#), [Counterpunch](#), 2009

Articles Par : [Diana Johnstone](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca